



**Cahier des clauses technique particulières
(CCTP)**

Procédure n° 02/25

**PRESTATIONS DE RETRANSCRIPTION EN
STÉNOTYPIE DE REUNIONS ORGANISÉES
PAR LA CNAF**

Février 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	3
ARTICLE 2 – CONTENU DES PRESTATIONS.....	3
2.1 Prise en Sténotypie.....	3
2.2 Retranscription	3
ARTICLE 3 – DEROULEMENT DES PRESTATIONS	3
ARTICLE 4 – QUALIFICATIONS.....	4
ARTICLE 5 – LIVRAISON DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 6 – DELAIS DE REALISATION DES PRESTATIONS.....	4
ARTICLE 7 – OBLIGATION DE RESULTATS.....	4
ARTICLE 8 – SUIVI DES PRESTATIONS	4
ARTICLE 9 – VERIFICATIONS.....	5
ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITE	5
ARTICLE 11 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	5

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de retranscription en sténotypie de réunions, d'événements ou de manifestations exceptionnelles organisées par la Cnaf.

ARTICLE 2 – CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché comprennent la prise en sténotypie de l'ensemble des débats intervenus lors de réunions, événements ou manifestations exceptionnelles organisées par la Cnaf, et leur retranscription in extenso, en style direct ou indirect.

2.1 - Prise en Sténotypie

Le sténotypiste procède à la prise en sténotypie de l'ensemble des débats intervenus lors de réunions, événements ou manifestations exceptionnelles organisées par la Cnaf.

Les principales instances donnant lieu à des réunions sont, notamment (liste non limitative) :

- Conseil d'administration ;
- Commission d'action sociale ;
- Commission d'administration générale et de la qualité de service ;
- Commission des prestations légales et de la législation ;
- Commission santé et sécurité et conditions de travail.

Ces réunions sont d'une durée d'une journée ou d'une demi-journée.

Le sténotypiste réalise, avec le matériel mis à disposition par le titulaire, un enregistrement sonore des débats de la réunion, afin d'assurer la sécurité de l'enregistrement sténotypé.

Le titulaire réalise les prestations pour les réunions faisant l'objet de bons de commande selon les modalités de l'article 8 du CCAP de cette procédure, référencée n°02/25.

2.2 - Retranscription

La prestation est réalisée sous la forme d'une prise de débat en sténotypie, retranscrite in extenso, en style direct.

Selon ses besoins, la Cnaf peut souhaiter la formalisation des débats en style indirect, à partir de leur prise en sténotypie.

Quelle que soit la forme choisie pour la retranscription des débats (style direct ou indirect), celle-ci doit aboutir à un document rédigé en langue française correcte sur le plan orthographique et grammatical.

ARTICLE 3 – DÉROULEMENT DES PRESTATIONS

Le calendrier des réunions est remis au titulaire tous les semestres.

Les éventuelles modifications de ce calendrier sont communiquées au titulaire en temps utile, au fur et à mesure des prévisions de changement.

Les prestations se déroulent en Ile-de-France.

De manière exceptionnelle, le pouvoir adjudicateur peut décider de faire appel à deux (2) sténotypistes simultanément, pour des réunions concomitantes. Le prestataire **doit donc disposer d'une équipe d'au moins deux (2) sténotypistes.**

ARTICLE 4 – QUALIFICATIONS

Le titulaire s'engage à ne faire intervenir que des sténotypistes détenteurs des qualifications professionnelles sanctionnées par un diplôme de sténotypiste, homologué au répertoire national des certifications professionnelles.

La personne publique pourra exiger du titulaire la communication des copies des diplômes.

ARTICLE 5 – LIVRAISON DES PRESTATIONS

Le titulaire remet à la personne publique les prestations sur un fichier informatique « Word » (ou équivalent sur un logiciel libre) transmis à l'adresse électronique communiquée par la personne publique après notification du marché.

Les livrables sont envoyés selon un mode de transmission électronique garantissant l'identité de l'auteur, l'intégrité et la confidentialité du message, et apportant date certaine à leur réception.

Si le titulaire envoie ses livrables sous une forme ne garantissant pas la date certaine de réception, il ne pourra contester la date de réception opposée par la personne publique.

ARTICLE 6 – DÉLAIS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à livrer les prestations objet du marché, dans un délai maximum de **cinq (5) jours ouvrés** pour une réunion d'une demi-journée et de **huit jours (8) ouvrés** pour une réunion d'une journée.

Pour la retranscription en style indirect des débats, pour une réunion d'une demi-journée ou d'une journée, le titulaire s'engage à livrer ces prestations dans un délai de **dix (10) jours ouvrés**.

Les délais courent à compter du lendemain du jour de la réunion jusqu'à la date de mise à disposition du fichier informatique « Word » (ou équivalent sur un logiciel libre) par Internet, sur le poste de travail du correspondant technique de la personne publique.

ARTICLE 7 – OBLIGATION DE RÉSULTATS

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat.

Il s'engage à assurer la prise des débats en sténotypie, et leur retranscription in extenso, sous forme directe ou indirecte.

Il s'engage à éviter toute indisponibilité des sténotypistes et donner à la personne publique une visibilité suffisante sur le processus qu'il met en œuvre.

La retranscription aboutit à un document rédigé en langue française correcte sur le plan orthographique et grammatical.

ARTICLE 8 – SUIVI DES PRESTATIONS

Les noms et coordonnées du correspondant du titulaire lui seront communiqués dans chaque bon de commande.

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande. Le donneur d'ordre est le service de la Cnaf pour le compte duquel sont émis les bons de commande.

ARTICLE 9 – VÉRIFICATIONS

Les prestations livrées sont soumises aux opérations de vérification, prévues à l'article 10.1 du CCAP de la procédure, référencée 02/25.

Ces vérifications sont effectuées une (1) fois par mois, par donneur d'ordre et pour l'ensemble des livraisons intervenues dans le mois écoulé.

A l'issue de ces vérifications, la personne publique prend une décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction, ou de rejet.

Cette décision ne concerne que la (ou les) commande(s) intervenue(s) dans le mois, à laquelle (auxquelles) elle se réfère expressément.

ARTICLE 10 – CONFIDENTIALITÉ

La Cnaf et le titulaire s'engagent à respecter mutuellement le secret professionnel attaché à leur activité respective.

Pour ce faire, le titulaire ainsi que son personnel s'engagent à ne pas divulguer les informations et les documents dont il aura eu connaissance au cours de l'exécution du marché.

Cette obligation devra perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du marché.

La Cnaf s'engage, pour sa part, à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, que celui-ci aurait désignés comme tels dans le cadre de l'exécution du marché.

Toutefois, la confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont ou deviennent publics.

ARTICLE 11 – CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire met en place toutes actions lui permettant de réduire son empreinte environnementale.

Particulièrement, les livrables demandés dans le cadre de l'exécution des prestations sont transmis à la Cnaf en version dématérialisée.

Les déplacements du titulaire lors de l'exécution du marché devront s'orienter vers les modes les moins émetteurs de gaz à effet de serre.